

Working Group XI

Working document 36

Groupe de travail XI «Europe Sociale»

Objet: Commentaires aux questions 1 et 2 du Mandat du groupe de travail

Les membres du groupe trouveront ci-joint un document présenté par les Observateurs représentant le Comité économique et social européen.

**CONTRIBUTION PRELIMINAIRE DES OBSERVATEURS REPRESENTANT
LE COMITE ECONOMIQUE ET SOCIAL EUROPEEN AUX QUESTIONS 1 ET 2
DU MANDAT DU GROUPE DE TRAVAIL "EUROPE SOCIALE"
DE LA CONVENTION EUROPEENNE
(CONV 421/02)**

A. Considérations générales concernant les valeurs et les objectifs essentiels

La constitution de l'Union européenne doit consolider les bases d'une union de plus en plus étroite entre les peuples européens et montrer clairement l'importance de l'union en tant que communauté de droit mais aussi de valeurs. C'est pourquoi son contenu doit marquer une avancée claire dans la direction indiquée et non pas un recul par rapport aux résultats déjà atteints.

Le Comité s'est exprimé, notamment dans son avis sur "la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne", en faveur d'une Europe plus engagée et solidaire:

"Une Charte des droits fondamentaux qui repose sur les concepts d'éthique, de morale et de solidarité ne se contente pas de formuler des droits et des devoirs, mais représente également un système de valeurs commun. Elle soutient ainsi la progression de l'Union européenne d'une communauté de droit vers une communauté de valeurs dans laquelle peut se développer une identité européenne. Par conséquent, elle peut contribuer à ce que la citoyenneté de l'Union ne soit plus perçue de manière abstraite en tant que somme de toutes les nationalités, mais en tant que valeur ajoutée concrète. Elle implique aussi que chaque citoyen exerce ses droits dans un esprit de responsabilité, dans le cadre d'une société civile organisée fondée sur le dialogue et sur le respect. ...

"Avec une Charte des droits fondamentaux contraignante et en tant qu'"espace de liberté, de sécurité et de droit", l'Union européenne prend une dimension supplémentaire dans l'esprit d'une communauté de valeurs clairement définie et formellement reconnue. Une telle reconnaissance formelle donne à l'Union une importance supplémentaire, tant dans le contexte du prochain élargissement que dans celui de la mondialisation".

Il est évident que ces affirmations valent aussi pour la Constitution de l'Union qui constituera un véritable engagement politique, social et civique.

Le Comité estime qu'il faut intégrer la Charte des droits fondamentaux dans la Constitution, en maintenant la différenciation entre les droits directement applicables et les droits programmatiques. Le Comité propose l'adoption de mesures d'application et d'une procédure ouverte de révision.

B. Concernant la question 1 relative à l'article 2 de l'avant-projet de traité constitutionnel

La formulation suivante devrait être reprise du préambule de la Charte des droits fondamentaux:

"Consciente de son patrimoine spirituel et moral, l'Union se fonde sur les valeurs indivisibles et universelles de dignité humaine, de liberté, d'égalité et de solidarité; elle repose sur le principe de la démocratie et le principe de l'État de droit".

Exposé des motifs

Cette énumération est complète et cohérente; elle répond aux traditions constitutionnelles de la plupart des États membres de l'Union et reflète le consensus en vigueur tant au sein des États membres qu'entre eux.

C. Concernant la question 2 relative à l'article 3 de l'avant-projet de traité constitutionnel:

Les objectifs suivants devraient être repris:

- *le renforcement de la cohésion économique et sociale;*
- *une croissance économique durable comme condition de la compétitivité, du plein emploi et de la garantie durable des système sociaux;*
- *la prise en compte systématique de l'impératif de durabilité, en principe dans tous les domaines politiques, notamment la politique économique, sociale et environnementale;*
- *l'obtention d'un haut degré de protection de l'environnement et l'amélioration de la qualité de l'environnement;*
- *la mise en oeuvre du principe de l'égalité de traitement;*
- *l'élévation du niveau de vie et de la qualité de la vie.*

[Les observateurs représentant le Comité économique et social européen se réservent la possibilité d'apporter des compléments ultérieurs à cette première contribution.]
